

La social-démocratie en Europe : un avenir en questions

Pascal DELWIT

La social-démocratie européenne est traditionnellement analysée sous des angles différents en science politique mais aussi dans d'autres disciplines comme l'histoire, la sociologie ou la science économique.

Un premier obstacle sémantique se présente d'emblée à tout chercheur qui examine, d'une manière ou d'une autre, la social-démocratie ou certaines de ses composantes (partis, syndicats, monde associatif, ...). En effet, le terme *social-démocrate* renvoie à des acceptions diverses. La première, qui fait référence au *modèle* social-démocrate, concerne une qualification d'un certain nombre de politiques économiques et sociales menées dans quelques Etats à certains moments par des partis se revendiquant de la social-démocratie. Ces formations politiques endossent des traits idéologiques et organisationnels spécifiques (liens avec un syndicat, partis de masse, référents idéologiques marxistes, etc.)¹. La deuxième est plus globalisante et intègre à la *famille* sociale-démocrate tous les acteurs politiques et sociaux – essentiellement les partis –, toutes les organisations se réclamant du *socialisme démocratique*. Cette difficulté a longtemps concerné l'approche des partis socialistes et sociaux-démocrates occidentaux. Depuis la chute du mur de Berlin, son espace s'est élargi aux formations d'Europe centrale et orientale revendiquant une appartenance à la famille sociale-démocrate (Agh, Gueorguieva, Wiatr). Toute recherche sur la social-démocratie en Europe occidentale et/ou en Europe centrale et orientale doit impérativement passer d'emblée par une étape de définition.

Un deuxième obstacle est la tension régulière entre singularité et uniformité dans le monde socialiste. Le « socialisme » ou la « social-démocratie » ont souvent été examinés d'une façon globale ou totale. Pourtant, rien n'est moins évident. Gerassimos Moschonas a immédiatement pointé cette difficulté : « La première impression que laisse cependant l'observation de cette force politique est la diversité. Diversité des destins historiques sociaux-démocrates, des structures organisationnelles, des

réalisations politiques. Face à cette diversité, on peut s'interroger sur ce qui confère l'unité »². Le présent ouvrage a essayé de combiner approches transversales et regards nationaux.

1. Les développements de la social-démocratie

Lorsque l'on examine les traits organisationnels, culturels et, dans une certaine mesure, idéologiques des partis sociaux-démocrates, on constate que ceux-ci se sont largement forgés dès avant 1914. Ce n'est pas un hasard si l'ouvrage classique de Michels (1913) sur les partis et la sociologie des organisations est d'abord une description et une analyse fouillées du parti social-démocrate allemand (SPD) de l'avant première guerre mondiale, parti « phare » du socialisme à cette époque³.

La période de l'entre-deux-guerres marque l'intégration progressive dans les systèmes politiques occidentaux des partis sociaux-démocrates. La Suède et, plus largement, les pays scandinaves, seront précurseurs en la matière⁴. L'entre-deux-guerres verra aussi l'intégration sociale, culturelle et politique de la classe sociale que les partis sociaux-démocrates avaient vocation originale de représenter : la classe ouvrière. Enfin, ce moment est aussi celui du ralliement progressif de la social-démocratie aux principes de l'économie de marché et de la rupture dans le mouvement ouvrier entre ailes réformistes/sociales-démocrates et révolutionnaires/communistes⁵.

Mais ce n'est véritablement qu'après la deuxième guerre mondiale que la social-démocratie pourra « être à l'œuvre » en termes de politiques économiques (Callaghan). La fin de la deuxième guerre mondiale a permis la réalisation d'un saut qualitatif dans l'influence exercée par les partis sociaux-démocrates, notamment à travers le développement du *Welfare State* ou de l'*Etat social*.

2. Les traits politiques et organisationnels du socialisme démocratique

Sur le plan politique, les partis socialistes endossent un certain nombre de traits qui les marquent durablement.

- L'anticommunisme et l'antisoviétisme deviennent un facteur constitutif de leur identité. Le « modèle social-démocrate » dont la référence positive est axée sur le principe de redistribution est érigé en référence à un contre-exemple « pseudo-socialiste », l'Union soviétique et les « démocraties populaires ». Les partis sociaux-démocrates choisissent « un type de société », en d'autres termes « l'Occident pour échapper au stalinisme »⁶. Cette option assure aux formations sociales-démocrates leur intégration complète dans le système politique de leur pays et conduit à des alliances en conséquence – en particulier avec les formations démocrates chrétiennes (Seiler). Les partis sociaux-démocrates sont ainsi devenus des partis à « vocation gouvernementale » et reconnus comme tels. Mais l'anticommunisme comme trait d'identité a occasionnellement aussi pu masquer l'évanescence de valeurs ou de références idéologiques positives.
- L'acceptation, qui n'est pas historiquement évidente⁷, de la démocratie parlementaire et du libéralisme politique est entérinée (Delwit). Non seulement entérinée mais valorisée comme élément identitaire des partis sociaux-démocrates et devenue un des « piliers essentiels » des régimes de démocratie représentative⁸.

- Les partis sociaux-démocrates à même d’assurer cette construction ont généralement été des « partis d’origine extérieure » et des « partis de masse »⁹ ou des « partis d’intégration sociale »¹⁰ avec un encadrement remarquable de la classe ouvrière par les organisations sociales-démocrates. Les partis sociaux-démocrates sont dotés d’une organisation de masse structurée autour d’un appareil d’une grande puissance à la fois militante et financière (Marlière)¹¹. La force de la social-démocratie tient donc dans une large mesure à la *loi du nombre*.
- Cette puissance est aussi celle d’un lien privilégié, institutionnalisé ou pas, avec une centrale syndicale agrégeant l’essentiel du monde ouvrier qui fonde le modèle et le paradigme sociaux-démocrates.
- Ces formations modifient leur armature idéologique *marxiste* ou *marxisante* au profit d’une doctrine ou d’une approche s’apparentant à un keynésianisme de gauche. Le congrès du parti social-démocrate allemand de Bad Godesberg de 1959 a de ce point de vue symbolisé cette évolution.
- Les partis sociaux-démocrates sont des formations politiques qui, dans leur espace, n’ont pas de concurrent significatif à leur gauche. Ils sont sinon hégémoniques, au moins dominants dans l’occupation de l’espace à gauche de l’échiquier politique, ce qui constituait une « condition préalable à leur modération » et donc à l’acception plus large du caractère légitime de leur prétention au pouvoir (Delwit). Ce sont surtout les formations *socialistes* qui peuvent être confrontées à un parti communiste puissant – en France, en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce.

3. Les caractéristiques socio-économiques du modèle social-démocrate

Si les formes et les contenus de l’Etat social relèvent de constructions différenciées suivant les traditions et les nations envisagées, le *modèle social-démocrate* de l’Etat social est souvent défini par quelques traits essentiels :

- un interventionnisme étatique dans les relations sociales et la politique économique, supposant une certaine neutralité de l’Etat dans l’agencement des relations entre organisations patronales et syndicales. L’action des organisations publiques vise à « réguler » les échanges économiques afin d’assurer une distribution plus égalitaire des fruits de la croissance ;
- la mise sur pied de formes de concertations institutionnelles entre groupements représentant les travailleurs et organisations exprimant le point de vue des employeurs ;
- l’établissement d’un système de sécurité sociale ayant pour objet de garantir plusieurs prestations sociales fondamentales : accès à la santé, perception d’allocations de chômage, d’allocations familiales, pensions en fin de carrière, congé de maternité, etc. ;
- la garantie d’un niveau de l’emploi extrêmement élevé¹² ;
- l’exercice du pouvoir s’effectue dans le cadre d’une économie mixte dont l’objectif consiste en l’accomplissement d’une redistribution entre les classes

sociales en présence. Un « double compromis » intervient dès lors : entre l'Etat et le marché, et entre le capital et le travail.

Il est important de souligner que le contexte et le lieu dans lesquels s'élabore le cadre de l'action et de la pensée est la nation. L'Etat constitue un acteur primordial. Les modèles « scandinave » et « travailliste » sont emblématiques. En revanche, c'est moins marquant pour le « modèle allemand »¹³.

Peut-on pour autant parler de *régime social-démocrate*¹⁴ ? Rien n'est moins sûr. Pour importantes que soient les tentatives de descriptions institutionnelles de *l'Etat social* ou du *Welfare State*, elles ne rendent pas nécessairement compte des origines, des raisons de ces développements, des conditions de leur succès, ou encore de leurs différences.

4. La social-démocratie en questions

Dans le temps, l'*âge d'or* prêté à la social-démocratie est souvent associé aux « trente glorieuses », en d'autres termes à la période qui s'étend de 1945 à 1975. D'un point de vue économique et social, ces trois décennies ont certaines caractéristiques similaires. Mais politiquement, elles n'ont pas été vécues à l'identique par la famille sociale-démocrate¹⁵. Les années cinquante, période de « division interne » et de « crise doctrinale »¹⁶, sont emblématiques de ce point de vue. Les résultats électoraux sont en déclin par rapport à ceux de la libération (Delwit). Surtout, les partis sociaux-démocrates ont souvent été évincés du pouvoir : au Royaume-Uni, en Allemagne et, dans une large mesure, en France¹⁷.

Sans doute, l'*âge d'or* de la social-démocratie est-il plutôt confiné aux *Golden sixties*. A la fin des années cinquante, la consolidation des économies européennes est accomplie. Les pays européens enregistrent un taux de croissance de plus en plus important. Cette progression n'est rendue possible que moyennant l'atténuation de la tension internationale dans un premier temps, et les premiers pas vers un dialogue et des formes de coopération entre autorités américaine, soviétique et plusieurs Etats européens par la suite. Les *Golden sixties* représentent une époque faste d'un point de vue électoral pour les partis se revendiquant de la gauche et propice à l'épanouissement et/ou au bon fonctionnement du néo-corporatisme.

L'émergence de la crise économique et sociale dans les années soixante-dix érode les termes du compromis social et du « modèle social-démocrate ». Deux de ses *piliers* sont attaqués : l'assurance d'un plein emploi relatif et la garantie d'une politique de redistribution de type égalitaire, résultant des fruits de la croissance.

Les réactions primaires des partis sociaux-démocrates au pouvoir (SPD, SPÖ, SAP, Labour Party, ...) diffèrent. En Allemagne, le gouvernement d'Helmut Schmidt fixe rapidement comme priorité le maintien de la compétitivité des entreprises, un faible taux d'inflation et la stabilité monétaire. Au Royaume-Uni, le gouvernement travailliste veut établir un *contrat social* avec le TUC et les entreprises visant à défendre le niveau de l'emploi en contenant les augmentations de salaire. En Autriche, l'objectif et le pari du SPÖ consistent à conserver un niveau d'investissements publics et privés supérieur à la moyenne européenne moyennant l'acceptation par les organisations syndicales d'une modération salariale. En Suède, les gouvernements sociaux-démocrates

tiennent le cap d'une politique économique orientée vers la demande et un faible taux de chômage ¹⁸.

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, deux conclusions primaires peuvent être tirées de l'attitude des partis sociaux-démocrates au pouvoir face aux prémices de la crise. Ce qui a déterminé le démarrage et, le cas échéant, rendu possible le succès d'une alternative à une stricte politique économique basée sur l'offre est principalement le positionnement des organisations syndicales. Par delà des différences d'attitudes du monde partisan et syndical lié à la social-démocratie, la portée de plus en plus importante des facteurs d'ordre externe doit être soulignée : qu'il s'agisse des prémisses de l'accélération de l'interdépendance économique, de la multinationalisation du monde entrepreneurial, ou des contraintes de politique internationale, par exemple l'avènement de la « nouvelle guerre froide ».

Cette observation est capitale à plus d'un égard. Les mutations en cours rendent plus complexe la critique du système capitaliste et la volonté de le dépasser. Christine Buci-Glucksmann l'évoque dès 1983 ¹⁹ alors que Padgett et Paterson annoncent l'accélération de la « décomposition sociale-démocrate » ²⁰. Surtout, le problème de l'espace d'action de la social-démocratie est posé et sera particulièrement mis en exergue à partir des années quatre-vingt : Nation-Europe-International (Ladrech).

Les années quatre-vingt sont très difficiles pour la famille socialiste, en dépit de résultats électoraux stables. Une vague néo-libérale, symbolisée par l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis (1980) et de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre britannique (1979), déferle sur les économies et les sociétés occidentales. Les partis sociaux-démocrates *classiques* connaissent des revers politiques importants. La plupart entrent dans l'opposition pour des périodes relativement longues ; les deux exemples emblématiques étant le parti travailliste britannique (1979-1997) et le parti social-démocrate allemand (1982-1998). Même dans les nations où ils participaient fréquemment à une alliance gouvernementale, ils sont exclus au profit de coalitions démocrates chrétiennes-libérales ou libérales-conservatrices – RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège. Dans la famille socialiste, c'est l'autre courant – *socialiste* –, différent idéologiquement et organisationnellement des partis sociaux-démocrates classiques, qui « sauvera la mise », notamment en Espagne (Colomé). Surtout, comme le pointe Callaghan, on assiste à une véritable « retraite idéologique » de la social-démocratie ²¹.

Dans l'Europe du Sud, certaines formations socialistes arrivent durablement au pouvoir. Le PS en France, le PASOK en Grèce, le PSOE en Espagne et, dans une moindre mesure, le PSI en Italie et le PSP au Portugal exercent les responsabilités gouvernementales. Seuls dans les cas espagnol, français, portugais et grec, en coalition pour les Italiens, les socialistes des Etats du sud de l'Europe sont associés à un projet et à une dynamique politique notablement différente de l'expérience de la social-démocratie nordique.

Ce qui identifie ces organisations d'un point de vue organisationnel et identitaire est différent sinon radicalement différent des partis et des expériences classés comme *sociaux-démocrates*. Dans ces configurations, les organisations syndicales sont faibles et divisées idéologiquement entre centrales pro-communistes, pro-socialistes et pro-démocrates chrétiennes. Le lien étroit avec le syndicat n'est donc pas présent.

Les partis socialistes méditerranéens s'appuient le plus souvent sur l'influence charismatique d'un leader incontesté et incontestable : François Mitterrand au PS, Mario Soares au PSP, Bettino Craxi au PSI, Andreas Papandreaou au PASOK et Felipe Gonzalez au PSOE. Par ailleurs, contrairement aux partis de type social-démocrate, ils sont confrontés à « une gauche hostile au parlementarisme prônant l'action révolutionnaire et condamnant le réformisme »²². Les objectifs politiques sont aussi distincts de ceux ayant prévalu pour les grandes organisations sociales-démocrates du Nord de l'Europe. Pour les formations des pays ayant eu à subir une dictature, il s'agit avant tout d'assurer la stabilité politique et la consolidation démocratique du pays, de même que d'opérer la « modernisation »²³ de leur nation. Le « rattrapage » industriel et financier de ces pays passera par une très grande ouverture aux capitaux internationaux et par l'installation de filiales de multinationales²⁴. De ce point de vue, un parallèle avec les fonctions et les « missions » des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale est intéressant (Agh).

Cependant l'importance accrue des facteurs d'ordre externe et les mutations en cours dans les sociétés européennes entraînent un rapprochement des positions, des modes de fonctionnement, des éléments référentiels des partis sociaux-démocrates. Il n'existe plus aujourd'hui de différences aussi sensibles, à tous points de vue, que ce qui était observable au milieu des années soixante-dix.

5. Les enjeux de la social-démocratie européenne

Combinées aux mutations des sociétés d'Europe occidentale, l'interdépendance économique et la crise des identités globalisantes sont autant de défis pour la social-démocratie. Peu après la chute du mur de Berlin, une partie de l'école libérale avait d'ailleurs pronostiqué la fin de la pensée et de l'action sociales-démocrates en raison de son... succès²⁵. Les formations sociales-démocrates auraient rempli leurs rôles et n'en auraient plus par rapport aux demandes sociales et aux transformations sociologiques.

Pourtant, à la charnière des XX^e et XXI^e siècles, la social-démocratie connaissait un « retour magique », articulé autour de la promotion d'une nouvelle « troisième voie » (Bell, Moschonas, Marlière)²⁶, qui n'a pourtant rien à voir avec la troisième voie des années d'entre-deux-guerres²⁷. La perspective est de refonder une stratégie sociale-démocrate, sur les plans idéologique et politique, dans un contexte d'interdépendance économique, financière et politique nouveau après la chute du mur de Berlin et l'approfondissement de l'intégration européenne.

A. Un nouveau modèle organisationnel ?

Nous l'avons relevé, dans le modèle organisationnel social-démocrate, le monde de l'adhésion et de la militance est crucial. En ce domaine, la situation connaît de fortes évolutions (Delwit)²⁸. Par-delà le déclin quantitatif, il y a par ailleurs une évolution dans les relations entre adhérents et dirigeants. Celle-ci va dans le sens de l'affirmation du leader, dans l'optique aussi des mutations de la communication politique ; en particulier l'importance accrue de la télévision (Colomé). Pour autant, le leader n'a pas une suprématie absolue et est très lié aux performances politiques électorales de son parti²⁹. Mais l'impact sur le fonctionnement est déterminant.

« L'expérience socialiste et sociale-démocrate, plus que centenaire – et les formes organisationnelles qu'elle a créées – n'est pas concevable sans le lien parti-syndicat », affirme Gerassimos Moschonas³⁰. Force est pourtant de constater que la relation syndicats-partis s'est distendue voire désinstitutionnalisée pour nombre de partis sociaux-démocrates (Marlière). Un processus d'autonomisation réciproque apparaît bel et bien à l'œuvre, marqué symboliquement par la rupture du lien organique entre le parti social-démocrate danois et LO, et par la fin du système d'adhésion indirecte en Suède. En Europe centrale et orientale, la question prend d'autres contours (Agh, Gueorgieva, Wiatr).

B. De nouvelles catégories porteuses ? Défi électoral et organisationnel

Les partis sociaux-démocrates ont été les porteurs des revendications de la classe ouvrière sans avoir pourtant toujours été des « partis de classe »³¹. Les catégories ouvrières constituaient sa base et son « âme ». Leur « centralité »³² dans les partis sociaux-démocrates était cruciale. Depuis trente ans, cette perspective se modifie singulièrement au plan tant des adhérents que des électeurs³³. Le soutien ouvrier aux sociaux-démocrates s'est fortement érodé donnant lieu à un « processus de déprolétarianisation » sous deux effets : un abandon des partis sociaux-démocrates de la part de certains secteurs ouvriers au profit de partis conservateurs ou d'extrême droite³⁴, et le déclin socio-démographique des composantes ouvrières dans le monde du travail.

Cette transformation a un impact fort sur le plan électoral et organisationnel. Même si électoralement, il n'est pas exact de présenter les sociaux-démocrates comme des *catch-all parties*, il n'en demeure pas moins que l'électorat de ces formations mue. L'érosion ouvrière a été partiellement compensée par l'arrivée de nouvelles catégories électorales ; notamment les « nouvelles classes moyennes salariées » du secteur public que leur disputent aussi les partis verts (Villalba). Depuis le début des années quatre-vingt, certaines formations sociales-démocrates doivent affronter une nouvelle concurrence politique et électorale avec l'émergence et le développement des partis verts en Europe (Villalba) ou de partis défendant la « *New Politics* »³⁵. Ces formations reflètent la complexité croissante des sociétés. Leurs mots d'ordre « minent les prétentions à la croissance continue de la social-démocratie »³⁶. De plus, elles rendent parfois complexe la synthèse entre les demandes « des salariés attachés avant tout à la sécurité matérielle et à la prospérité » et celle des nouvelles classes moyennes plus attachées à la qualité de la vie. En outre, les partis verts défient les organisations traditionnelles en termes de fonctionnement³⁷. Les partis qui subissent le plus vivement cette concurrence électorale sont plutôt sociaux-démocrates : en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, ou en Suède. En revanche, les partis socialistes du Sud de l'Europe et de l'Europe centrale et orientale ne vivent pas une telle concurrence électorale.

Le « vote d'appartenance » qui a longtemps été celui de pans importants de la classe ouvrière n'existe pas dans le chef des classes moyennes. Leur acquiescement et leur vote restent parcimonieux, et plus conditionnels. En d'autres termes, les partis sociaux-démocrates se trouvent dans une incertitude électorale et politique plus grande qu'auparavant.

C. La chute du mur de Berlin : ses enjeux pour la social-démocratie

L'effondrement des systèmes communistes a eu un impact profond sur la famille sociale-démocrate. Les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale ont légitimé leur action, basé leur rapport de forces à l'échelle de leur pays et intégré à leur identité l'existence d'un « contre-modèle »³⁸ ; ce que ne pouvait et ne devait pas être le socialisme, c'est-à-dire ce qui se pratiquait en Union soviétique et dans les démocraties populaires. Avec l'effondrement inattendu et fulgurant des régimes des pays du *socialisme réel*, la social-démocratie ouest-européenne avait paradoxalement perdu l'une de ses références majeures, même si celle-ci était d'ordre négatif. Elle avait perdu un adversaire. Or, l'adversaire en politique est quelque chose d'essentiel.

De plus, l'écroulement du système communiste a eu pour effet de miner l'idée même de socialisme, de certaines de ses valeurs et de certains de ses moyens d'action comme l'intervention étatique et publique. Parallèlement, la démocratisation des sociétés d'Europe centrale et orientale a ouvert un champ d'action nouveau pour toutes les familles politiques.

D. Les défis de l'interdépendance : la fin de l'Etat social national

La problématique de l'interdépendance économique, financière et politique est une question essentielle pour les partis de la social-démocratie européenne. De ce point de vue, l'avènement et l'approfondissement de l'Union européenne sont emblématiques et posent des difficultés à la famille socialiste (Ladrech)³⁹. Le compromis et le modèle sociaux-démocrates sont des constructions d'ordre national et réalisées à cette échelle. Cela vaut pour la dimension institutionnelle mais aussi pour les modalités selon lesquelles ont pu s'édifier les Etats sociaux. Les conditions et les rapports de forces dans lesquels les partis sociaux-démocrates ont pu peser pour le développement de ceux-ci sont à l'œuvre dans le cadre de la nation. L'action de la classe ouvrière – encadrée par une organisation syndicale et un parti politique aux liens très étroits – est une composante non suffisante mais indispensable pour l'accomplissement d'avancées sociales et pour la réalisation du modèle social-démocrate. L'internationalisation et l'europanisation désarticulent ce montage. La transposition du modèle social-démocrate au niveau européen est donc très difficile. Faute d'une dimension volontariste et politique, appuyée sur un mouvement social, les partis de gauche perdent une capacité d'intervention et d'impulsion dans les orientations de la société (Callaghan). Y compris au travers des acquis de la démocratie représentative. En effet, les lieux où les partis socialistes s'appuient sur les mouvements sociaux sont les enceintes parlementaires et les gouvernements auxquels ils participent. Or, les pouvoirs législatif et exécutif à l'échelle nationale perdent de leurs prérogatives au profit de l'Union européenne et d'autres instances internationales⁴⁰. La représentation des intérêts et du rapport de forces en est fortement amoindrie pour les partis sociaux-démocrates. Par ailleurs, la distribution des pouvoirs est singulièrement différente dans l'échafaudage institutionnel européen. Le pouvoir y est plus diffus et conçu dans une autre optique que le parlementarisme national. L'essentiel du pouvoir appartient au Conseil des ministres, au Conseil européen et à la Commission au sein desquels les formes de contrôle et de délégation sont plus restreintes, indirectes et beaucoup plus complexes. La capacité d'action du parti socialiste européen à cette

échelle demeure une question ouverte (Ladrech). Nous l'avons souligné, au début des années quatre-vingt-dix, plusieurs auteurs avaient revisité l'idée très répandue d'un déclin généralisé de la gauche sociale-démocrate. En ce début de centenaire, il était sans doute temps d'interpeller le « retour magique » de la social-démocratie décortiqué dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix⁴¹. Electoralement et politiquement, le temps politique est différent et l'empreinte sociale-démocrate, moins prégnante (Callaghan). Néanmoins, au-delà des péripéties électorales et politiques conjoncturelles, les contributions du livre analysent l'état, les mutations et les futurs possibles de la famille et des partis sociaux-démocrates à l'échelle du continent européen.

Notes

¹ D. MARQUAND, « Premature Obsequies : Social Democracy Comes in From the Cold », in A. GAMBLE & T. WRIGHT (ed.), *The New Social Democracy*, Londres, The Political Quarterly, 1999.

² G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 10.

³ R. MICHELS, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.

⁴ M. TELÒ, *Le new deal européen : la pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1988.

⁵ P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; J. BOTELLA, L. RAMIRO (ed.), *The crisis of communism and party change : the evolution of West European Communist and post-Communist parties*, Barcelone, Institut de ciències polítiques i socials, 2003.

⁶ A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, p. 10.

⁷ M. BRAGA DA CRUZ, « La gauche et les institutions politiques », in M. LAZAR (éd.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

⁸ M. LAZAR, « Invariants et mutations du socialisme en Europe », in M. LAZAR (éd.), *op. cit.*

⁹ M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981.

¹⁰ S. NEUMANN (ed.), *Modern political parties : approaches to comparative politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

¹¹ Ph. MARLIÈRE, « Introduction : European Social Democracy in situ », in R. LADRECH & Ph. MARLIÈRE, *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Londres, Macmillan, 1998.

¹² S. PADGETT, W. PATERSON, *A history of social democracy in postwar Europe*, Londres, Longman, 1991.

¹³ C. CAVANAGH-HODGE, « The Politics of programmatic renewal : Postwar experiences in Britain and Germany », in W. PATERSON & R. GILLEPSIE (ed.), *Rethinking Social Democracy*, Londres, Special Issue *West European Politics*, janvier 2003.

¹⁴ A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *Le régime social-démocrate*, Paris, Presses universitaires de France, 1989.

¹⁵ W. MERKEL, *After the Golden Age : A decline of Social democratic Policies in Western Europe during the 1980s ?*, Center for European Studies, Working Paper Series, Harvard University.

¹⁶ A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *La social-démocratie...*, *op. cit.*

¹⁷ G. GRUNBERG, *Vers un socialisme européen ?*, Paris, Hachette, 1997.

¹⁸ D. WEBBER, « Social-democracy and the re-emergence of Mass Unemployment in Western Europe », in W. PATERSON & Th. ALASTAIR (ed.), *The future of social-democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

¹⁹ Ch. BUCI-GLUCKSMANN (éd.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1983.

²⁰ S. PADGETT, W. PATERSON, *op. cit.*

²¹ J. CALLAGHAN, *The retreat of Social Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 101 et s.

²² G. GRUNBERG, *op. cit.*

²³ T. GALLACHER & A. WILLIAMS (ed.), *Southern European Socialism. Parties, elections and the challenge of government*, Manchester, Manchester University Press, 1989.

²⁴ A. WILLIAMS, « Socialist Economic Policies : never off the drawing board ? », in T. GALLACHER & A. WILLIAMS (ed.), *Southern European Socialism...*, *op. cit.*

²⁵ R. DAHRENDORF, *Réflexions sur la révolution en Europe*, Paris, Seuil, 1991.

²⁶ A. GIDDENS, T. BLAIR, *La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil, 2002.

²⁷ M. LAZAR, O. MONGIN, « De la troisième voie à l'impératif de la réforme », *Esprit*, mars-avril 1999, 251.

²⁸ G. MOSCHONAS, *In the name of Social Democracy : the great transformation from 1945 to the Present*, Londres, Verso, 2002.

²⁹ G. MOSCHONAS, « L'éclat d'un pouvoir fragilisé : force et faiblesse du leadership socialiste », in M. LAZAR (ed.), *La gauche en Europe depuis 1945...*, op. cit.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Ph. MARLIÈRE, op. cit.

³² P. ANDERSON, « Introduction », in P. ANDERSON & P. CAMILER (ed.), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso, 1994.

³³ P. SEYD, P. WHITELEY, *New Labour's grassroots. The transformation of the Labour Party Membership*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

³⁴ P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, A. REA (éd.), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998 ; P. IGNAZI, *Extreme Right Parties in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

³⁵ T. POGUNTKE, « New Politics and Party Systems : The emergence of a New Type of Party ? », *West European Politics*, 1987, 10, p. 76-88.

³⁶ W. PATERSON & Th. ALASTAIR (ed.), *The future of social-democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

³⁷ B. RIHOUX, *Les partis politiques : organisations en changement. Le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan,

³⁸ P. DELWIT, « L'anticommunisme comme instrument de mobilisation du parti socialiste belge de 1945 à 1954 », in P. DELWIT, & J. GOTOVITCH (éd.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996.

³⁹ P. DELWIT, *Les partis socialistes et l'intégration européenne. France-Belgique-Grande-Bretagne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995.

⁴⁰ P. MAGNETTE, *Le régime politique de l'Union européenne*, Paris, Presses de sc po, 2003.

⁴¹ R. CUPERUS & J. KANDEL, « The magical return of Social Democracy. An introduction », in R. CUPERUS & J. KANDEL (ed.), *European Social Democracy. Transformation in progress. Social Democratic think tanks explore the magical return of social democracy in a liberal era*, Bonn, Friedrich Ebert Stiftung, Wiardi Beckman Stichting, 1998.